

# NET INFOS

Lundi 22 Avril 2024



## Classement du Produit intérieur brut des pays africains

### L'Algérie dans le Top 3

Son PIB devrait atteindre près de 270 milliards de dollars en 2024...

L'Algérie troisième puissance économique d'Afrique. Elle détrône le Nigéria pour monter sur le podium. La première place est occupée par l'Afrique du Sud suivie par l'Egypte. Le rang qui revient à notre pays n'est pas du tout usurpé au vu de la dynamique affichée par plusieurs branches de son économie même si le secteur pétro-gazier en demeure sa colonne vertébrale. Une belle performance qui s'ajoute à deux autres toutes récentes.



## Développement de l'intelligence artificielle

### Un atout majeur de la transition économique

L'intelligence artificielle est en passe d'occuper une place centrale dans le développement économique.

En adéquation avec le rythme de concrétisation des réformes profondes des systèmes de gestion, notamment dans le secteur bancaire, et financier, le recours à l'intelligence artificielle s'impose comme une étape cruciale à franchir.



## Face à des tensions et des menaces persistantes

### Une stratégie solidaire

La région est en proie à des tensions diverses, les unes nourries par des ambitions expansionnistes aussi vaines que perfides, les autres relevant de menaces portées par des mouvements extrémistes violents en corrélation avec des réseaux de trafiquants.

À l'invitation de leur homologue tunisien, Kaïs Saïed, le président Abdelmadjid Tebboune et le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Al-Menfi, étaient hier à Tunis pour participer à la première réunion consultative entre les dirigeants des trois pays maghrébins. Au début du mois dernier, lors du septième Sommet des pays exportateurs de gaz qui s'est tenu à Alger et auquel la Tunisie était l'invité d'honneur, les trois chefs d'Etat avaient convenu de coordonner les programmes de partenariat et de coopération.



## Impôts : Prorogation du délai de souscription des déclarations de résultats et de revenus jusqu'au 2 juin

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, dimanche dans un communiqué, la prorogation du délai de souscription des déclarations annuelles de résultats et de revenus de l'exercice 2023, jusqu'au 2 juin prochain.

Cette mesure concerne les déclarations annuelles de résultats (série G numéro 4 et série G numéro 11) et la déclaration annuelles de revenus série G numéro 1 relatives à exercice 2023, ainsi que des documents y annexés. Elle concerne également la déclaration annuelle des prix de transfert, par télé déclaration, prévu à l'article 151 ter du code des impôts directs et taxes assimilées, selon le communiqué.



## L'Algérie renoue avec la croissance : Les bons points du FMI

Pour la deuxième année, l'Algérie est sur la bonne voie. Le FMI a estimé dans sa dernière note de conjoncture que l'Algérie dispose d'une croissance de 3,8%. Une perspective appréciable pour cette année avec une amélioration du PIB avec 267 milliards de dollars.

Après les dernières consultations du FMI avec les autorités algériennes, l'institution de Bretton Woods a souligné dans un communiqué que « l'Algérie s'est engagée dans la voie de la réforme et sa viabilité budgétaire avec un engagement à saluer. » Le FMI a précisé que « la croissance réelle devrait rester forte en 2024 soutenue par d'importantes dépenses budgétaires. »

Ainsi, c'est la deuxième année consécutive que l'Algérie enregistre des performances économiques en tablant sur une stratégie d'investissement à court et à moyen terme, aidé en cela par d'importants allègements à l'acte d'investir, la régulation du commerce extérieur et le non-recours à l'endettement extérieur.



## Texte intégral du communiqué du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés inhérents à plusieurs secteurs, indique un communiqué du Conseil dont voici le traduction APS:



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Le président de la République affirme le maintien par l'Etat du financement des start-up en associant le secteur privé**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, le maintien par l'Etat du financement et du soutien des start-up, tout en associant le secteur privé à cette opération.

Après avoir écouté un exposé sur le financement des start-up, le président de la République "a affirmé le maintien par l'Etat du financement et du soutien des start-up qui ont évolué de manière remarquable ces dernières années, tout en associant le secteur privé à cette opération, moyennant des incitations", lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres.



### **Revue du Conseil de la nation, Un numéro dédié au discours du Président de la République à la nation, Goudjil : «Tebboune a instauré une tradition constitutionnelle»**

Le Conseil de la nation a édité un numéro spécial de sa revue, dédié exclusivement au discours du président de la République, adressé à la nation devant les deux chambres du Parlement, le 25 décembre 2023.

Une initiative de Salah Goudjil qui estime dans son préambule qu'il s'agit d'un aspect « distinctif » dans l'histoire du pays dans la mesure où par cette décision « éclairante », Tebboune « a établi une tradition constitutionnelle » de l'obligation de s'adresser aux deux chambres du Parlement chaque année sur la situation politique, économique et sociale du pays.



## Revalorisation de leurs pensions et de leurs allocations pour l'année 2024 : Le Président dit oui aux retraités

Les dossiers phares examinés hier, lors du conseil des ministres présidé par le chef de l'état :

À cet effet, le président de la République a donné son accord pour la révision des pensions de retraite, ce qui concernera désormais toutes les catégories des retraités sans exception. Tant attendue et espérée, cette démarche s'inscrit dans le cadre de la valorisation de tous les efforts qu'a fournis et présentés cette frange de la société au profit de la patrie, au fil des années.

Il s'agit aussi de leur garantir une réelle protection sociale et les meilleures conditions de vie possibles, en tenant compte de l'évolution du niveau de vie tout en considérant les capacités financières de l'État.



## Signature d'un accord entre le Haut-Commissariat à la Numérisation et Huawei Consortium

Le Haut-Commissariat à la numérisation et Huawei Consortium ont signé, samedi à Alger, un accord portant réalisation du Centre national algérien des prestations numériques (DATA CENTER).

Dans une déclaration à la presse, Mme Meriem Benmouloud, Haut-Commissaire à la numérisation, qui a présidé la cérémonie de signature, en présence de l'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Li Jian, et du PDG de la société Huawei Télécommunications-Algérie, a indiqué que la signature de cet accord permettra «d'avancer, à pas fermes, vers la concrétisation des orientations judicieuses du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à parvenir à la gouvernance numérique, avec la modernisation des institutions de l'Etat et l'amélioration de ses prestations».



### **Les réserves de change de l'Algérie sont optimales avec 85 milliards \$**

C'est environ avec 64,6 milliards de dollars, qu'elle dépasse ses homologues du continent.

Dans les six derniers mois, les réserves de change algériennes ont augmenté de manière remarquable, avec une injection de 20 milliards de dollars, pour faire le total à 85 milliards USD.

Les réserves de change représentent une épargne en monnaies étrangères (devises) ou en or détenue par la Banque centrale. Ceci est valable pour tous les pays du monde.



### **Le Président Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres axée sur divers sujets de société**

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a dirigé ce dimanche une session du Conseil des ministres, mettant en lumière plusieurs points cruciaux pour le développement du pays. Parmi les sujets abordés figuraient le projet de loi sur l'état civil et d'autres questions liées aux secteurs médical, paramédical, et entrepreneurial, ainsi que le suivi de la construction et de l'équipement de la nouvelle Cité médiatique algérienne.

Lors de l'ouverture de la réunion, le Président Tebboune a souligné l'importance de moderniser la loi sur l'état civil, en la considérant comme une base de données essentielle, dont la gestion devrait être confiée aux élus locaux. Il a également ordonné un report du débat sur le projet de loi afin de permettre son enrichissement, tout en demandant au ministre de la Justice d'impliquer les magistrats et les gouverneurs dans ce processus.



### **Marc Mauco, entrepreneur français et consultant en business développement : «L'Algérie sera acteur incontournable sur l'échiquier économique mondial»**

Marc Mauco, un entrepreneur français installé à Oran depuis 13 ans et qui exerce également en tant que consultant en business développement, croit en un avenir radieux pour l'économie algérienne. Dans cet entretien accordé à l'Algérie Aujourd'hui, il explique les raisons qui le poussent à y croire si fort.



### **Lancement hier d'un grand projet de data center avec le chinois Huawei : Dernière ligne droite pour parachever la numérisation**

Le contrat portant réalisation d'un grand centre de données national (data center), un projet considéré comme étant à caractère urgent et crucial pour le parachèvement du processus national de numérisation, a été officiellement signé hier entre le haut commissariat à la numérisation et l'entreprise chinoise Huawei Consortium, rapporte l'agence APS.



### **Impôts : Prorogation du délai de souscription des déclarations de résultats et de revenus jusqu'au 2 juin**

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, dimanche dans un communiqué, la prorogation du délai de souscription des déclarations annuelles de résultats et de revenus de l'exercice 2023, jusqu'au 2 juin prochain.

Cette mesure concerne les déclarations annuelles de résultats (série G numéro 4 et série G numéro 11) et la déclaration annuelles de revenus série G numéro 1 relatives à exercice 2023, ainsi que des documents y annexés.



## مع تقديم إقرار بالإيرادات غير الخاضعة لضريبة القيمة المضافة

### إلزامية التصريح بالأموال المعفاة من الضرائب!

أمرت مصالح الضرائب بإلزامية التدقيق في رقم الأعمال المحقق في إطار الإعفاء من الرسم على القيمة المضافة، من خلال إلزامية التصريح به إلى جانب رقم الأعمال الخاضع للرسم، حيث يُلزم المكلفون بالضريبة بتقديم إقرار بكافة إيراداتهم سواء الخاضعة أو غير الخاضعة للرسم على القيمة المضافة، وهذا في إطار تكريس شفافية التعاملات المالية، طبقا لما ينص عليه قانون المالية لسنة 2024.

وفي مراسلة صادرة عن المديرية العامة للتشريع والتنظيم الجبائيين والشؤون القانونية بالمديرية العامة للضرائب، موجهة لمديري المؤسسات الكبرى والمديرين الجهويين للضرائب والمديرين الولائيين، للتواصل مع المفتشين العاميين ورؤساء الأقسام ومديري الإدارات المركزية والمفتشين الجهويين للمصالح الجبائية مطلع الشهر، توضح مصالح الضرائب إلزامية التصريح برقم الأعمال المعفى من الرسم على القيمة المضافة، من قبل كافة المتعاملين الاقتصاديين المعنيين.



## فتح أسماى القرض الشعبي يثير شهية المستثمرين

### سوق الأسهم.. "بزنس" جديد يجذب الجزائريين خلال 2024

تعتبر التعاملات المالية مفهوما مبهما لدى معظم الجزائريين، فكثيرون يجهلون مثلا دور البورصة في حركية الاقتصاد الوطني، وأهميتها الكبيرة في تمويل الأنشطة الاقتصادية وتحقيق التنمية الدائمة. حتى أن البعض لا يعلم بوجود بورصة في الجزائر أصلا، ولا طريقة التعامل بها أو ما يمكن تحقيقه من أرباح. فيما لا يعرف آخرون عنها سوى مقرها بواجهته الزجاجية الذي يتوسط شارع العقيد عميروش بالعاصمة.

يرى مختصون وخبراء في مجال الاقتصاد، بأن التعاملات المالية بالبورصة عن طريق شراء وبيع الأسهم والسندات، هي من بين الأمور التي يجهلها الكثير من الجزائريين. والموضوع ظهر إلى الواجهة تزامنا مع فتح رأس مال بعض البنوك أمام المواطنين عبر البورصة، في سابقة هي الأولى من نوعها بالمنظومة المالية الوطنية.

## رئيس الجمهورية يؤكد على مواصلة الدولة تمويل المؤسسات الناشئة مع إشراك القطاع الخاص

أكد رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، خلال اجتماع مجلس الوزراء الذي ترأسه اليوم الأحد، مواصلة الدولة تمويل ودعم المؤسسات الناشئة، مع إشراك القطاع الخاص في هذه العملية.

وجاء في بيان مجلس الوزراء أن رئيس الجمهورية، وبعد الاستماع لعرض حول تمويل المؤسسات الناشئة، "أكد مواصلة الدولة تمويل ودعم المؤسسات الناشئة، التي عرفت تطورا معتبرا في السنوات القليلة الماضية، مع إشراك القطاع الخاص في هذه العملية مقابل تحفيزات".

**IMPÔTS**

# Prorogation du délai de souscription des déclarations de résultats et de revenus jusqu'au 2 juin

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, dimanche dans un communiqué, la prorogation du délai de souscription des déclarations annuelles de résultats et de revenus de l'exercice 2023, jusqu'au 2 juin prochain.

Cette mesure concerne les déclarations annuelles de résultats (série G numéro 4 et série G numéro 11) et les déclarations annuelles de revenus série G numéro 1 relatives à l'exercice 2023, ainsi que des documents y annexés.

Elle concerne également la déclaration annuelle des prix de transfert, par télédéclaration, prévue à l'article 151 ter du code des impôts directs et taxes assimilées, selon le communiqué. La souscription de ces déclarations a été prorogée initiale-

ment jusqu'au 31 mai 2024. Toutefois, l'échéance est reportée au prochain jour ouvrable, c'est-à-dire le dimanche 2 juin 2024, vu que cette date coïncidera avec un jour de congé légal, explique la DGI.

APS

HYDROCARBURES EN 2023

# L'Algérie a capté l'essentiel de la hausse des importations européennes

● Dans les pays exportateurs de pétrole non membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), où figure l'Algérie, les projections de croissance du FMI pour 2024 sont de 3,3%, soit 0,3% de plus que les prévisions d'octobre 2023.

La part des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) dans les importations d'hydrocarbures de l'Union européenne (UE) est passée de 2,3% au premier trimestre de 2022 à 5,8% au quatrième trimestre de 2023. L'Algérie et l'Arabie Saoudite ont capté l'essentiel de cette hausse, selon le Fonds monétaire international (FMI). L'Algérie a ainsi tiré profit de la reconfiguration des échanges. Une reconfiguration particulièrement visible chez les pays exportateurs de pétrole et dans les exportations d'hydrocarbures, en raison de la réorientation, vers la région, d'une partie de la demande de pétrole et de gaz de l'UE auparavant couverte par la Russie, précise le rapport qui dresse également les perspectives de croissance. Ainsi, dans les pays exportateurs de pétrole non membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), où figure l'Algérie, les projections de croissance du FMI pour 2024 sont de 3,3%, soit 0,3% de plus que les prévisions d'octobre 2023. Le Fonds explique cet ajustement par une production de pétrole supérieure aux prévisions en République islamique d'Iran et en Libye et à une augmentation des dépenses publiques en Algérie. Mais cette croissance devrait ralentir, selon la même source. «La croissance relativement stable en



L'Algérie et l'Arabie Saoudite ont capté l'essentiel de la hausse des importations européennes

2024-25 dans les pays exportateurs de pétrole qui s'appuieront sur le CCG devrait progressivement ralentir à 2,3% à moyen terme, principalement en Iran et en Libye. Et ce, en raison du fléchissement de la production des hydrocarbures dans ces deux pays.

## EXCÉDENT BUDGÉTAIRE EN BAISSÉ

L'excédent budgétaire global devrait, par ailleurs, diminuer dans les pays du CCG qui s'appuient sur les finances publiques pour diversifier

leur économie (Emirats arabes unis, Koweït, Qatar), en raison de la baisse des prix des hydrocarbures. Autre indicateur : après 2024, le déficit budgétaire hors hydrocarbures, exprimé en pourcentage du PIB hors hydrocarbures, devrait s'améliorer

dans l'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région. En parallèle, le tassement de la production de pétrole et des prix des hydrocarbures devrait entraîner une dégradation durable des positions extérieures à moyen terme, selon les prévisions du FMI. A noter par ailleurs que l'inflation devrait continuer de reculer en 2024 et en 2025 dans tous les pays exportateurs de pétrole.

Elle devrait, toutefois, rester élevée dans certains pays du fait de la vigueur de la demande intérieure, portée par des politiques expansionnistes dans un contexte marqué par «la volatilité des recettes pétrolières (Iran) et la cherté des produits alimentaires (Algérie)». En effet, selon le FMI, l'inflation demeure toujours élevée dans certains pays. Cette situation tient à des facteurs variés. Le Fonds cite les importations de denrées alimentaires insuffisantes, les politiques budgétaire et monétaire accommodantes en Algérie, les pénuries de devises en Égypte, la dépréciation du taux de change ainsi que l'orientation accommodante des politiques monétaire et budgétaire en Iran. Ainsi, dans l'ensemble, l'inflation devrait reculer à 10,7% en 2024, puis décoller progressivement pour atteindre 7,5% à moyen terme.

Samira Imalaton

**IMPÔTS**

## PROROGATION DU DÉLAI DE SOUSCRIPTION DES DÉCLARATIONS DE RÉSULTATS

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, hier dans un communiqué, la prorogation du délai de souscription des déclarations annuelles de résultats et de revenus de exercice 2023 jusqu'au 2 juin prochain. Cette mesure concerne les déclarations annuelles de résultats (série G numéro 4 et série G numéro 11) et la déclaration annuelle de revenus série G numéro 1 relative à exercice 2023, ainsi que des documents annexés. Elle concerne également

la déclaration annuelle des prix de transfert, par télé-déclaration, prévu à l'article 151 ter du code des impôts directs et taxes assimilées, selon le communiqué. La souscription de ces déclarations avait été prorogée initialement jusqu'au 31 mai 2024. Toutefois, l'échéance est reportée au prochain jour ouvrable, c'est à dire le dimanche 2 juin 2024, vu que cette date coïncidera avec un jour de congé légal, explique la DGI.

**CONTRIBUTION** SITUATION À PARTIR DE QUELQUES INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2022/2023 ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE 2024/2030

## De profondes réformes s'imposent pour devenir un pays émergent

Par Abderrahmane Mebtoul (\*)

*Cette contribution élaborée à partir soit des données officielles du gouvernement algérien ou du Fonds monétaire international, présente quelques indicateurs 2022/2023 les plus significatifs de l'économie algérienne et trace les perspectives 2024/2030, axées sur une stratégie d'adaptation face aux nouvelles mutations mondiales*

1.-Face à la nouvelle architecture des relations internationales, en ce mois d'avril 2024, l'Algérie a une relative stabilité macro financière qu'il s'agit de transformer en une dynamique sur la sphère réelle étant due en grande partie aux cours élevés des hydrocarbures. Ils représentent avec les dérivées (comptabilisées à 67% dans la rubrique hors hydrocarbures en 2022/2023 selon les statistiques douanières), 98% des recettes en devises, la recette globale en devises fin 2023 ayant été d'environ 55 milliards de dollars. L'Algérie a un endettement extérieur faible avec moins de 2% du PIB, un endettement public global qui a évolué de 45,6% en 2019 à 51,4% en 2020, à 56,1% pour 2021, à 55,6% du PIB 2022, 49,5% en 2023 et



ports, que lui a fournis l'Algérie, prévoit, un PIB à prix courant de 270 milliards de dollars en 2024, 326 en 2026, 370 en 2028, sous réserve de profondes réformes pour économie diversifiée et d'un accroissement des recettes d'hydrocarbures et ce contre 243 milliards de dollars en 2023, toutes ces données se référant au nouveau mode de calcul du PIB de l'Algérie. Le taux de chômage aura été en 2023 d'environ 14% touchant surtout la tranche d'âge des 20/30ans et paradoxalement les nouveaux

Troisièmement, l'essentiel de l'action est entre les mains des Algériens, qui devront vouloir le changement et partager une envie d'avenir, d'apprendre davantage, de s'adapter, de créer, de partager et d'oser. La majorité des Algériens dont le revenu est fonction à plus de 70% de la rente des hydrocarbures doivent savoir que l'avenir de l'emploi et de leur pouvoir d'achat n'est plus dans la Fonction publique, et que celui des entreprises n'est plus dans les subventions à répétition.

selon la ministre des finances étant prévu en 2024 à 47% du PIB. Les réserves de change sont évaluées à 73 milliards de dollars fin 2023 et 82/83 milliards de dollars en tenant compte des 173 tonnes d'or, dont l'once connaît d'importantes fluctuations. Le taux de croissance pour 2023 a été de 4,2% avec une prévision de 3,8%, en 2024 et 3,1% en 2025 soutenue en partie par d'importantes dépenses budgétaires. Contre un déficit budgétaire de l'année 2023 qui a atteint 5,884,9 milliards de DA la loi de finances (LF) pour 2024 prévoit un déficit budgétaire de «170 mds» de dinars (46 milliards de dollars au cours de 134 dinars un dollar, soit 17,4% du produit intérieur brut. Les données de la Banque d'Algérie, couvrant la période allant du 17 au 19 avril 2024 pour la cotation du dinar dont l'amélioration est conditionnée par l'élévation de la production et de la productivité interne, donnent un taux d'achat de 143,06 dinars algériens et à un taux de vente de 143,09 dinars algériens, tandis que le dollar américain affiche un taux d'achat de 134,59 dinars algériens et un taux de vente de 134,61 dinars algériens et sur le marché parallèle un écart d'environ 65% par rapport à l'euro, contre 50% en 2022, se cotant 234,00 dinars algériens à l'achat et 236,00 dinars algériens à la vente et le dollar américain atteignant les 220 dinars algériens à la vente permettant artificiellement de limiter le déficit budgétaire, une des raisons avec l'inflation importée et la faiblesse de la productivité interne du processus inflationniste. Le taux d'inflation en 2023 selon la Banque d'Algérie, en glissement annuel a été de 9,32 %, données proches de celles de l'Office national des statistiques (ONS) de février 2023 à janvier 2024/février 2022 à janvier 2023) a été de 9,1% mais selon le FMI devant baisser à 7,6% en 2024 et 6,5% en 2025 mais restant donc toujours très élevée, ce qui a impliqué en 2023 un important montant de transferts sociaux plus de 500 milliards de dinars, pour 134 dinars un dollar, 37,31 milliards de dollars pour assurer la cohésion sociale. Le FMI commentant les rap-

diplômes, avec la forte pression démographique, l'on devra créer 350.000/400.000 emplois nouveaux nécessitant sur plusieurs années un taux de croissance de 8/9% qui s'ajoute au stock du taux de chômage, la création d'emplois incluant les emplois rente et les sureffectifs dans les administrations et entreprises publiques. Car l'emploi ne se crée par décret et dépend de la croissance des entreprises publiques et privées dont le taux d'intégration en Algérie en 2022 ne dépasse pas 15/20%, le taux d'emploi et le taux de chômage (le revenu brut par habitant étant selon le FMI de 325 dollars entre 2022/2023 et le revenu brut annuel 3900 dollars mais devant éclater la moyenne pour déterminer la répartition du revenu national par couches sociales) étant fonction du taux de croissance et des structures des taux de productivité.

2.- La nouvelle politique économique en Algérie, devrait s'articuler autour de cinq axes directeurs : Premièrement, la forte croissance peut revenir, mais suppose la conjugaison de différents facteurs : une population active dynamique, un savoir, le goût du risque et des innovations technologiques sans cesse actualisées, le combat contre toute forme de monopole néfaste, une concurrence efficace, un système financier rénové capable d'attirer du capital et une ouverture à l'étranger. Deuxièmement, les actions coordonnées et synchronisées dans le temps exigent le courage de réformer vite et massivement, non des replâtrages conjoncturels, avec comme support une planification stratégique pour le moyen et le long terme, car le principal défi du XXIème pour l'Algérie sera la maîtrise du temps où toute Nation qui n'avance pas recule forcément. Cela passe par une refonte progressive de l'Etat par une réelle décentralisation autour de grands pôles économiques régionaux, impliquant la transition de l'Etat gestionnaire à l'Etat régulateur, conciliant les coûts sociaux et les coûts privés, étant le cœur de la conscience collective, par une gestion plus saine de ses différentes structures.

Quatrièmement, pour s'inscrire dans la croissance mondiale, l'Algérie doit d'abord mettre en place une véritable économie de la connaissance, développant le savoir de tous, de l'informatique au travail en équipe, de l'arabe, du français, du chinois à l'anglais, du primaire au supérieur, de la crèche devant synchroniser la recherche théorique, fondement de l'innovation à la pratique et favoriser l'épanouissement de nouveaux secteurs clés, dont : le numérique, la santé, la Biotechnologie, les industries de l'environnement, les services à la personne avec le vieillissement de la population. Cinquièmement, toute Nation ne peut distribuer plus que ce qu'elle produit annuellement, si elle veut éviter la dérive sociale, il s'agira de concilier l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale, en intégrant la sphère informelle plus de 30/35% du PIB que l'on ne combat pas par des mesures bureaucratiques administratives ayant comme effet son extension.

En conclusion, l'Algérie est, acteur stratégique de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine, devant pour un espace économique fiable aller vers une intégration du grand Maghreb et des sous intégrations régionales africaines tenant compte des avantages comparatifs mondiaux ( voir Pr A. Mebtoul- revue mensuelle Politis El-Moudjahid de septembre 2023 et American Herald Tribune 2018). L'impact dans les relations internationales de tout pays étant surtout son poids économique, face à l'accroissement des besoins internes (50 millions d'habitants horizon 2030) et des nouvelles mutations mondiales, il y a urgence pour l'Algérie des stratégies d'adaptation et de profondes réformes car le monde a profondément changé, n'étant plus aux années 1970/2000.

A. M. ademmebtoul@gmail.com  
(\*) Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974 en sciences de gestion, expert-comptable de l'Institut supérieur de gestion de Lille (France)

## في جلسات استماع أمام اللجنة المالية البرلمانية 26 مسؤولا في البنوك والتأمينات أمام النواب

تتطرق الجلسات إلى طبيعة ومهام كل مؤسسة حسب اختصاصها وحصيلتها، فيما يجري التركيز مع البنوك حول قضايا تمويل الاستثمار العمومي والخدمات البنكية الأخرى وخصوصا القروض الاستهلاكية، منها قروض اقتناء السيارات.

كما تستضيف اللجنة بداية من الخامس ماي، مسؤولون في قطاع التأمين، بدءا برئيس المجلس الوطني للتأمينات ومديري ومسؤولي الشركة الجزائرية للتأمين وإعادة التأمين، الشركة الوطنية للتأمين، الصندوق الوطني للتعاضدية الضلاحية والشركة المركزية لإعادة التأمين والشركة الجزائرية للتأمين "كات" والشركة الدولية للتأمين وإعادة التأمين، والجزائرية للتأمينات، وشركة ضمان القرض العقاري ومؤسسات سلامة للتأمينات وشركة تأمين المحروقات "كاش"، لمناقشة واقع وأفاق قطاع التأمينات. وتوفر لهذه الجلسات لجنة تكون فرصة لشغل نفسها قبل استئناف أشغال المجلس المرتقبة في جوان المقبل، بمناقشة مشروع قانون الإجراءات الجزائرية حال تجهيزه ومشروع النظام الداخلي للمجلس الجاري العمل عليه قبل اختتام الدورة البرلمانية.

ف. جمال

• تشرع، اليوم، اللجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، في جلسات سماع مسؤولي 26 مؤسسة مالية ومصرفية وشركات تأمين عمومية وخاصة وأجنبية. وتستهل اللجنة جلساتها حسب البرنامج المؤقت، باستضافة رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، اليوم الاثنين، لمناقشة نشاط واستراتيجية البنوك والمؤسسات المالية، في ظل المتغيرات المالية والاقتصادية الجديدة. حسب أجندة اللجنة للفترة الممتدة من 22 أبريل إلى 16 ماي، يليه في اليوم ذاته، مدير بنك التنمية المحلية، ثم مدير البنك الوطني الجزائري وبنك الفلاحة والتنمية الريفية وبنك البركة الجزائر، ثم بورصة الجزائر والقرض الشعبي الجزائري والصندوق الوطني للتوفير والاحتياط، ورئيس مجلس إدارة مصرف السلام الجزائر، والمدير العام لبنك الخليج الجزائر والمدير العام لبنك الجزائر الخارجي وبنك سوسيتي جنرال الجزائر و"بي أن بي باريبا" وترست بنك الجزائر و"الشركة الوطنية للإيجار المالي" و"البنك الوطني للإسكان".

وقالت اللجنة إن هذه الأنشطة ستركز على الإطلاع للاستماع إلى نشاط واستراتيجية البنك، في ظل المتغيرات المالية والاقتصادية الجديدة. غير أنه من المنتظر أن

→ Vous êtes sur : Accueil » Info en continu » Forum D'El Moudjahid : Le dinar algérien, attribut de souveraineté

## Forum D'El Moudjahid : Le dinar algérien, attribut de souveraineté

Le quotidien El Moudjahid et l'association Machaal Chahid, organisent, mercredi 24 avril, au siège du journal, à partir de 10 h, une conférence sur le dinar algérien, en tant qu'un des attributs de la souveraineté de notre pays.

0 Commentaire

Partager   



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)

[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger